

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *b* de l'article 3 de ces lettres patentes, deux personnes exerçant une fonction de direction à l'École, dont au moins une personne exerçant une fonction de direction d'enseignement ou de direction de recherche, sont nommées pour cinq ans par le gouvernement et désignées par le conseil d'administration, sur la recommandation du directeur général;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de ces lettres patentes, tout membre visé aux paragraphes *b* et *c* de l'article 3 cesse de faire partie du conseil d'administration dès qu'il perd la qualité nécessaire à sa nomination;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1352-99 du 8 décembre 1999, monsieur Yves Beauchamp était nommé membre du conseil d'administration de l'École de technologie supérieure à titre de personne exerçant une fonction de direction d'enseignement ou de direction de recherche, qu'il a perdu qualité et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE sur la recommandation du directeur général, le conseil d'administration de l'École a désigné monsieur Claude Olivier;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE monsieur Claude Olivier, directeur de l'enseignement et de la recherche à l'École de technologie supérieure, soit nommé membre du conseil d'administration de l'École de technologie supérieure, à titre de personne exerçant une fonction de direction, pour un premier mandat de cinq ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Yves Beauchamp.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41868

Gouvernement du Québec

Décret 14-2004, 14 janvier 2004

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil de l'Université de Montréal

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *f* de l'article 8 de la Charte de l'Université de Montréal (1966-67, c. 129), le conseil de l'Université de Montréal se compose notamment de huit membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'Éducation;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de cette charte, les membres du conseil, à l'exception du recteur, sont nommés pour un mandat de quatre ans et leur mandat n'est renouvelable consécutivement qu'une seule fois;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1025-99 du 8 septembre 1999, madame Louise Roy et monsieur Marc Gold étaient nommés membres du conseil de l'Université de Montréal, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du conseil de l'Université de Montréal, pour un second mandat de quatre ans à compter des présentes:

— madame Louise Roy, vice-présidente au marketing et aux services commerciaux, Association du transport aérien international (IATA);

— monsieur Marc Gold, vice-président, Les placements Maxwell Cummins & fils limitée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41869

Gouvernement du Québec

Décret 15-2004, 14 janvier 2004

CONCERNANT la nomination d'une membre du conseil d'administration de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *d* de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration composé notamment d'une personne nommée pour trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, et choisie parmi les personnes proposées conjointement par les collèges d'enseignement général et professionnel de la région principalement desservie par l'université constituante;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1235-2002 du 16 octobre 2002, monsieur Raymond Gaulin était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les collèges d'enseignement général et professionnel de la région principalement desservie par l'université constituante ont été consultés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE madame Christiane Perreault, enseignante en soins infirmiers au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, à titre de personne proposée par les collèges d'enseignement général et professionnel, pour un premier mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Raymond Gaulin.

Le greffier du Conseil exécutif,

ANDRÉ DICAIRE

41870

Gouvernement du Québec

Décret 16-2004, 14 janvier 2004

CONCERNANT la nomination de deux membres du Conseil de la magistrature

ATTENDU QU'en vertu de l'article 248 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le Conseil de la magistrature est formé de quinze membres dont, en vertu du paragraphe *c* de cet article, des 4 juges en chef adjoints de la Cour du Québec et en vertu du paragraphe *e*, de deux juges choisis parmi les juges de la Cour du Québec et nommés sur la recommandation de la Conférence des juges;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 249 de cette loi, le gouvernement nomme les membres du Conseil de la magistrature visés aux paragraphes *d*, *d.1*) et *e* à *h* de l'article 248;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 249 de cette loi, le mandat des membres du Conseil nommés en vertu du premier alinéa est d'au plus trois ans et, à l'expiration de leur mandat, ces membres restent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE par le décret numéro 1491-2000 du 20 décembre 2000, messieurs les juges Michel Simard et Claude Pinard ont été nommés membres du Conseil de la magistrature sur la recommandation de la Conférence des juges du Québec conformément au paragraphe *e* de l'article 248 de la loi;

ATTENDU QUE par le décret numéro 1138-2003 du 29 octobre 2003, monsieur le juge Michel Simard a été nommé juge en chef adjoint de la Cour du Québec pour la chambre civile, qu'il est devenu d'office à cette date membre du Conseil de la magistrature en vertu du paragraphe *c* de l'article 248 de la loi et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE le mandat de monsieur le juge Claude Pinard est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la recommandation de la Conférence des juges du Québec a été obtenue;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE, sur la recommandation de la Conférence des juges du Québec, les personnes suivantes soient nommées membres du Conseil de la magistrature, pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— monsieur le juge Jean-François Gosselin, en remplacement de monsieur le juge Michel Simard;

— monsieur le juge Jean-Pierre Lortie, en remplacement de monsieur le juge Claude Pinard.

Le greffier du Conseil exécutif,

ANDRÉ DICAIRE

41871